

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/SR.1598
16 février 1981
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1598ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 12 février 1981, à 16 h 30.

Président : H. CALERO RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapports du Groupe spécial d'experts (suite)

Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialisés d'Afrique australe (suite)

Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (suite)

- a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale
- b) Mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

La séance est ouverte à 17 heures

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORTS DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1365; E/CN.4/1410; E/CN.4/1411; E/CN.4/1429; E/CN.4/1430; E/CN.4/NGO/290)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (A/RES/35/32; E/CN.4/Sub.2/425 et Corr.1 à 3 et Add.1 à 7)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1415 et Add.1 à 9; E/CN.4/1416; E/CN.4/1417; E/CN.4/1426; E/CN.4/NGO/290; A/RES/35/39)

- a) ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE
- b) MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME POUR LA DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (point 21 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1431; E/CN.4/1447; E/CN.4/1448 et Add.1; A/RES/34/24; A/RES/35/33; A/RES/35/34; ST/HR/SER.A/3; ST/HR/SER.A/5)

1. M. FOLI (Ghana) constate avec regret, à la lecture des rapports du Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/425 et Corr.1 à 3 et Add.1 à 7) et du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1429), que plus la communauté internationale s'efforce de régler pacifiquement le problème de l'apartheid, plus le régime minoritaire traite la majorité noire de façon inhumaine et essaie d'étendre l'apartheid à l'étranger. Il est évident que ce système aurait déjà été éliminé sans l'aide massive, matérielle et autre, que le régime sud-africain reçoit de certains membres de la communauté internationale qu'il bafoue ouvertement, par exemple pour la question de Namibie. Si cette collaboration s'explique par l'intérêt croissant qu'offrent les relations économiques et commerciales avec l'Afrique du Sud, n'est-il pas probable que l'élimination de l'apartheid et des problèmes économiques qui lui sont propres ouvrira des possibilités encore plus grandes ? Si cette aide s'explique en partie par la possibilité de disposer d'une main-d'oeuvre noire peu coûteuse, comment les pays qui collaborent avec l'Afrique du Sud peuvent-ils en même temps prétendre appliquer chez eux le principe du salaire égal pour un travail égal ?

2. Le Président du Comité spécial contre l'apartheid a déclaré qu'à la Conférence des parlementaires d'Europe occidentale, qui s'est tenue récemment à Bruxelles, les représentants des électeurs de l'Europe de l'Ouest se sont déclarés très préoccupés par l'incapacité de leur gouvernement à contribuer effectivement à l'élimination de l'apartheid et ont réclamé une plus large adhésion à l'idée d'un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud. Le Président du Comité spécial a insisté lui aussi sur la nécessité pour le Conseil de sécurité d'imposer cet embargo. La prise de position des parlementaires est encourageante; elle conforte l'Organisation de l'unité africaine dans sa conviction qu'il est indispensable d'éliminer l'apartheid et elle laisse espérer un changement d'attitude chez ceux dont on peut attendre une solution pacifique.

3. Il est grand temps d'empêcher le régime sud-africain d'utiliser des hommes, des femmes et des enfants noirs comme une marchandise dont on peut disposer commodément. Les mesures prises par les gouvernements pour appliquer la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, dont il est fait état dans les notes du Secrétaire général (E/CN.4/1415 et 1416), sont importantes pour ces pays, mais elles resteront sans effet contre l'apartheid si les pays les plus puissants continuent de freiner les efforts déployés pour éliminer ce système.

4. La délégation ghanéenne a pris note avec intérêt des mesures prises par le Groupe spécial d'experts et par le Groupe des trois pour favoriser l'application effective de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Elle espère que tous les Etats deviendront parties à la Convention afin d'exprimer leur aversion pour l'apartheid et de manifester leur désir de l'éliminer et de le remplacer par une société multiraciale harmonieuse. Le Ghana est également favorable à l'idée de constituer un tribunal pénal international pour rendre plus efficaces les instruments internationaux visant à éliminer et à réprimer le crime d'apartheid.

5. La délégation ghanéenne espère enfin que grâce aux efforts de la Commission des droits de l'homme, tous les Etats membres de la communauté internationale s'engageront sans équivoque à éliminer totalement l'apartheid et le racisme en Afrique australe. C'est dans cet esprit qu'elle approuve les recommandations du Groupe spécial d'experts présentées dans le document E/CN.4/1430.

6. M. RANIGA (Fidji) note que la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, proclamée en 1973, touche bientôt à sa fin. Mais les progrès accomplis sont modestes, et tous les gouvernements et organismes concernés ont encore beaucoup à faire pour éliminer le fléau de la discrimination raciale dans le monde.

7. Dans la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée en 1965, la discrimination raciale est condamnée comme une violation des droits de l'homme et un obstacle aux relations amicales entre les nations aussi néfaste pour ceux qui la pratiquent que pour ceux qui en sont victimes. La Déclaration n'a pas force obligatoire, mais on peut considérer que les Etats qui se sont prononcés pour son adoption sont moralement tenus de s'y conformer. En proclamant, un peu plus tard, la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et en adoptant en 1978 le Programme d'action de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, les Etats Membres de l'ONU ont réaffirmé leur résolution de lutter contre la discrimination raciale et réclamé l'adoption de sanctions générales et obligatoires contre les régimes racistes d'Afrique du Sud, l'élimination de toutes les dispositions discriminatoires ou incitant à la haine raciale, et un plus large exercice des droits des peuples autochtones et des travailleurs migrants.

8. Le Gouvernement de Fidji a accédé en 1973 à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et il envisage de devenir partie à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Mais pour que ces instruments internationaux soient efficaces, il faut en appliquer les dispositions et ne pas se contenter de les signer et de les ratifier. Puisque le monde est unanime à penser que le racisme est un fléau pour l'humanité, le moment est venu de prendre des mesures concrètes pour l'éliminer d'ici la fin de la Décennie; on ne peut plus se borner à faire des déclarations de principe. L'un des moyens d'action les plus efficaces consiste à informer l'opinion mondiale des dangers de la discrimination et à proposer des moyens d'y mettre un terme, notamment à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, célébrée chaque année le 21 mars.

9. La société de Fidji est une société multiraciale à laquelle participent toutes les races, cultures, religions et idéologies. Les droits fondamentaux sont garantis par la loi et par la Constitution. Le gouvernement assure à tous des possibilités égales et préconise la tolérance, le respect et la confiance, et son objectif est de créer une véritable société multiraciale dont tous les membres pourront vivre dans l'harmonie. C'est pourquoi il s'oppose vigoureusement aux pratiques racistes et au régime inhumain de l'apartheid.

10. Aucun pays ne peut rester indifférent au problème de la discrimination raciale, qui affecte malheureusement le monde entier. Comme la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale le précise, la discrimination raciale ne tient pas seulement à des différences de couleur entre les êtres humains; elle s'exprime aussi au niveau des langues, des religions ou des convictions. Or, malgré les condamnations et les décisions prises à son endroit, l'Afrique du Sud poursuit sa politique de discrimination raciale. Ce n'est qu'en appliquant les résolutions de l'ONU et en exerçant des pressions politiques sur l'Afrique du Sud qu'on pourra résoudre le problème, avec un dialogue permanent comme celui qui a enfin conduit à l'indépendance du Zimbabwe.

11. Conformément à la Déclaration des Nations Unies sur la décolonisation, le Gouvernement de Fidji reconnaît le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et au gouvernement par la majorité. Il est catégoriquement opposé à l'oppression raciale et à la politique d'apartheid imposées de force à ce territoire, qui peut obtenir pacifiquement sa liberté sous la conduite de la SWAPO. Dans le rapport d'activité qu'il a présenté à la dernière session de l'Assemblée générale sur les violations des droits de l'homme en Afrique australe (E/CN.4/1365), le Groupe spécial d'experts a notamment insisté sur les déplacements de population forcés, la politique

de création de bantoustans, les conditions de travail des travailleurs noirs, les problèmes d'éducation, les mouvements étudiants, le traitement des détenus et les tortures et atrocités. Le Groupe a conclu que la situation du point de vue des violations des droits de l'homme en Afrique du Sud n'a pas changé et que le Gouvernement sud-africain mène une vaste campagne d'intimidation contre les nationalistes africains, persécutés et torturés par la police sud-africaine. Il ressort du dernier rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1429) que les droits de l'homme continuent d'être violés de façon flagrante en Afrique du Sud; la répression politique, les arrestations, les détentions, la torture et les conditions de vie inhumaines dans les camps et les prisons restent pratiques courantes. La délégation de Fidji garde particulièrement présente à l'esprit la recommandation faite par le Groupe spécial d'experts à la Commission des droits de l'homme de décider de publier le plus largement possible la liste des personnes coupables du crime d'apartheid au sens de la Convention.

12. A l'approche du terme de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, il faut prier encore une fois les membres de la Commission, les autres organes internationaux et la communauté mondiale de redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs fixés en 1983 et pour éliminer le racisme et la discrimination raciale. Fidji est favorable à l'idée d'organiser en 1983 une deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle approuve aussi la décision prise l'an dernier par la Commission d'organiser en 1981 un séminaire sur les mesures à prendre pour empêcher les sociétés transnationales et d'autres intérêts de collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Dans la mesure où la stabilité et l'égalité économiques facilitent la réalisation des droits de l'homme fondamentaux, l'instauration du nouvel ordre économique international devrait contribuer à atténuer les différences qui séparent les riches et les pauvres dans le monde entier, y compris en Afrique du Sud. Il faut s'employer par tous les moyens à éradiquer la discrimination raciale, qui mobilise inutilement un temps et des efforts qui pourraient être consacrés au développement du monde entier.

13. M. SKALLI (Maroc) déplore que l'état d'esprit des gouvernants de Prétoria n'ait pas changé et que le problème de l'apartheid s'amplifie de jour en jour et fasse obstacle à l'harmonisation des relations internationales. La population noire, qui constitue les quatre cinquièmes de la population totale du territoire, subit par suite de la politique de la minorité blanche des humiliations sans nombre et des atteintes graves à sa dignité. Elle est notamment privée des libertés les plus élémentaires et des droits politiques, économiques et sociaux indispensables à l'épanouissement de l'être humain, puisque les Noirs sont assimilés par la loi à des êtres inférieurs.

14. Il est grand temps que la communauté internationale mette un terme à l'oppression et à la brutalité dont sont victimes les populations autochtones. Les cas de James Hange, membre de l'African National Congress condamné à mort pour "trahison" et de H. Terry, impliqué dans le meurtre d'un chef de tribu, ainsi que ceux de H. Hujoma et de Mme Hamutenya, qui sont décrits dans le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1429), témoignent des tortures physiques et mentales auxquelles sont soumis les peuples sud-africain et namibien. Alors que la communauté internationale s'emploie inlassablement à faire respecter les droits de l'homme et à instaurer la paix et la tolérance dans le monde, l'Afrique du Sud poursuit sa politique d'apartheid, avec la complicité de certains pays qui permettent à ce régime voué à l'échec de survivre.

On ne peut que déplorer que les résolutions des instances internationales interdisant toute relation avec l'Afrique du Sud demeurent sans portée réelle. Les autorités sud-africaines étendent leur politique de discrimination raciale au peuple de Namibie et s'opposent, depuis la seconde guerre mondiale, à toutes les tentatives des Nations Unies visant à accélérer l'accession à l'indépendance de ce territoire.

15. Certaines injustices ont été atténuées grâce aux efforts de la communauté internationale, mais le problème de l'apartheid demeure inchangé. Pour sa part, le Maroc a toujours dénoncé de la façon la plus énergique ces pratiques inhumaines. Il continuera d'aider le peuple sud-africain et il réaffirme sa solidarité avec le peuple de Namibie. La délégation marocaine tient à rendre hommage à tous ceux qui luttent pour mettre un terme à une situation aussi injuste, et en particulier aux représentants légitimes des peuples en lutte, l'African National Congress et la South West Africa People's Organisation. Pour conclure, M. Skalli rappelle la résolution par laquelle le Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine, en janvier dernier, à sa trente-sixième session ordinaire, a réaffirmé sa confiance dans l'aptitude de la communauté internationale à résoudre ce problème.

16. M. TERREFFE (Ethiopie) déclare que pour les peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie, l'année écoulée a été une année de souffrances et d'anxiété; cependant, ces peuples luttent avec une détermination accrue pour leur liberté, sous la direction de la SWAPO et de l'ANC, inspirés par l'héroïque exemple du Zimbabwe. L'Ethiopie soutient depuis très longtemps les peuples d'Afrique australe; c'est elle qui, avec le Libéria, a initialement porté la question de la Namibie devant la Cour internationale de Justice. Aux conférences des pays non alignés tenues à La Havane et à New Delhi, l'Ethiopie s'est jointe à ces pays pour condamner les régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe et l'assistance politique, militaire, économique et autre que leur apportent les pays occidentaux. M. Terrefe rappelle aussi que, dans sa résolution 35/32, l'Assemblée générale a condamné certains membres de l'OTAN, Israël et d'autres Etats, ainsi que les sociétés multinationales et d'autres organisations qui collaborent avec le régime raciste d'Afrique du Sud.

17. Les rapports E/CN.4/1429 et 1430, présentés à la Commission à sa session en cours, montrent que l'Afrique du Sud poursuit sa politique de création de bantoustans, de déplacements forcés de populations, de persécution des travailleurs et des étudiants, de détention sans procès, de torture, d'assassinat et d'incrimination; de plus, le régime raciste d'Afrique du Sud continue de détruire les langues, les cultures et les institutions sociales des Africains. M. Terrefe rappelle que, dans son rapport de l'an dernier (E/CN.4/Sub.2/425), M. Khalifa a recommandé d'imposer un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes, ainsi qu'un retrait complet des intérêts économiques et la rupture des relations économiques avec l'Afrique du Sud. Après s'être référé aux tâches de la Commission définies aux paragraphes 2 et 3 du dispositif de la résolution 1235 (XLII) du Conseil économique et social, le représentant de l'Ethiopie déplore que l'attention de la Commission ait souvent été détournée de ces tâches vers des questions secondaires, tandis que ceux qui collaborent avec le régime raciste d'Afrique du Sud violent tacitement les principes de la Déclaration des droits de l'homme et les nombreuses résolutions des Nations Unies qui ont condamné les actes inhumains perpétrés en Afrique australe. Les puissances occidentales fournissent des armes et un appui économique et moral qui permet à l'Afrique du Sud un énorme renforcement militaire allant jusqu'à la création d'une capacité nucléaire, confirmée par le rapport du Comité spécial contre l'apartheid. Pour sa part, le Gouvernement de l'Ethiopie socialiste a toujours apporté son soutien moral et matériel aux combattants de la liberté en Afrique

australe, et il a dénoncé les activités inhumaines du régime d'apartheid devant diverses instances internationales.

18. Dans son rapport E/CN.4/1429, établi sur la base de renseignements de première main provenant de témoignages et de communications écrites, le Groupe spécial d'experts pour l'Afrique australe conclut que le Gouvernement sud-africain a renforcé sa politique de répression. En 1981, le nombre de condamnations à mort a doublé par rapport au chiffre des neuf dernières années. Les violences contre les détenus se poursuivent : agressions, fouet, électrocution, abus sexuels contre les femmes, etc. L'Afrique du Sud applique contre toute forme de résistance des méthodes cruelles de répression, et elle renforce son dispositif militaire; en 1980, son budget militaire a augmenté de 17 %. Les travailleurs africains, en particulier ceux de l'agriculture, continuent d'être exploités, mal payés et maltraités; la sécurité de l'emploi ne leur est pas assurée, et les tentatives qu'ils font pour s'organiser sont étouffées. Le Groupe spécial d'experts a conclu que la situation en Afrique australe constitue plus que jamais une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il a demandé à la Commission de lancer un appel urgent à la communauté internationale, et en particulier aux pays qui entretiennent des relations avec l'Afrique du Sud, pour qu'ils collaborent sincèrement avec l'ONU dans les efforts visant à mettre fin rapidement au système inhumain de l'apartheid. La délégation éthiopienne soutient cet appel, de même que la recommandation tendant à ce que l'Assemblée générale étudie la question de la légitimité du Gouvernement sud-africain, étant donné son refus systématique d'appliquer les principes de la Charte, du droit international et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Elle appuie également la recommandation tendant à ce que le Comité spécial contre l'apartheid prenne des mesures pour promouvoir des campagnes internationales contre l'apartheid.

19. En ce qui concerne la Namibie, le Groupe spécial d'experts a noté un renforcement de la présence militaire de l'Afrique du Sud, qui a permis des incursions dans des villes et des villages frontaliers de l'Angola et de la Zambie. Ces incursions ont entraîné le massacre de centaines de civils. L'Afrique du Sud veut que la Namibie reste une sorte de "homeland", sous son strict contrôle administratif et militaire. Le nombre de prisonniers politiques namibiens a augmenté, et la torture est devenue une pratique quotidienne. La délégation éthiopienne appuie la recommandation du Groupe selon laquelle la Commission devrait demander à l'Afrique du Sud de cesser d'utiliser la Namibie pour lancer des attaques contre l'Angola, la Zambie et d'autres Etats voisins.

20. L'Ethiopie, en tant que partie à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, appuie également la recommandation du Groupe tendant à inviter les Etats qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention. Le rapport du Groupe de trois membres créé en vertu de la Convention (E/CN.4/1417) rappelle que 58 Etats seulement sont devenus parties à cet instrument. La délégation éthiopienne appuie la recommandation du Groupe concernant le renforcement de l'assistance aux mouvements de libération d'Afrique australe.

21. Enfin, M. Terrefe rappelle qu'à la session précédente, le Président, par un télégramme reproduit dans le document E/CN.4/1410, a porté à l'attention du Gouvernement sud-africain le contenu des rapports du Groupe spécial d'experts, en demandant à ce gouvernement de mettre fin immédiatement à tous ses actes de répression en Afrique du Sud et en Namibie. M. Terrefe souhaite que le Président en exercice, comme son prédécesseur, continue d'appeler l'attention du Secrétaire général et des autres organes compétents des Nations Unies sur la gravité et l'urgence de la situation en Afrique australe.

22. M. BARAKAT (Jordanie) déclare que sa délégation se joint à celles qui souhaitent l'adoption de mesures efficaces pour promouvoir les droits de l'homme en Afrique australe. La gravité de la situation dans cette région est bien illustrée par les rapports du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1426 et 1429). On a noté également les exemples donnés par le représentant du Maroc de violations flagrantes des droits de l'homme, d'atteintes à la dignité humaine et de pratiques qui amènent à se demander si leurs auteurs sont humains. Les pratiques du régime d'apartheid ont été amplement étudiées par la Commission, mais aujourd'hui la lutte contre le racisme exige davantage d'efforts de la part de la communauté internationale. Pour répondre à ce que les peuples d'Afrique australe attendent de la présente session, il faut étudier des mesures efficaces de lutte contre le régime raciste; la délégation jordanienne est prête à participer à toute action que la Commission et la communauté internationale voudront entreprendre dans ce sens.

23. M. ITHEHE (Observateur de la South West Africa People's Organization - SWAPO) déclare qu'en Namibie, la guerre menée pour la liberté s'est intensifiée, tout comme l'oppression sud-africaine, d'ailleurs. Des proclamations de l'Administrateur général promulguées en 1980 ont accru le rôle de la répression des forces d'occupation sud-africaines. La loi martiale est étendue à 50 % du territoire et à 80 % de la population. La police sud-africaine a des prérogatives très étendues qui lui permettent d'arrêter, de détenir, de torturer et d'assassiner tous ceux qui s'opposent au système d'apartheid, en particulier les membres de la SWAPO. On compte plus d'un millier de prisonniers politiques namibiens en Namibie et en Afrique du Sud; leurs familles sont sans nouvelles d'eux et la SWAPO a tenté en vain d'obtenir des renseignements à leur sujet. Cependant, il ressort des renseignements qu'ont pu fournir des prisonniers qui ont retrouvé la liberté que les membres de la SWAPO sont détenus dans trois prisons secrètes où ils n'ont accès à aucun avocat et où personne ne peut les voir; il est à craindre que beaucoup aient été éliminés. Il faut rappeler que ces détenus namibiens ne sont pas légalement emprisonnés : d'une part, c'est un régime illégal qui les a fait arrêter; d'autre part, ce sont des tribunaux illégaux qui les ont jugés. De plus, des personnes ramenées d'Angola à la suite de raids contre des camps de réfugiés sont gardés dans cinq camps de détention en Namibie (à Windhoek, Ondongwa, Manintal, Oshakati et Grootfontein). La plupart ont été torturés et mutilés : certains ont eu les yeux crevés, d'autres les bras ou les jambes coupés. La situation dans les prisons et dans les camps de détention est horrible. Des appels ont été lancés à ce sujet à des organisations internationales, et certaines, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, ont pu visiter les camps et voir quelques prisonniers; des rapports ont été présentés à ce sujet.

24. Les atrocités de l'Afrique du Sud sont perpétrées au mépris de l'administration confiée à l'ONU et de la responsabilité de la communauté internationale. Dans cette situation, il est injustifiable que la communauté internationale n'agisse pas pour défendre la justice, la liberté et la dignité humaine en Namibie. De nombreux résolutions ont été adoptées, mais leur application s'est heurtée à l'opposition des partenaires historiques du régime fasciste d'Afrique du Sud, qui ne sont disposés à aucune action et pour qui les intérêts économiques priment sur les valeurs humaines. Les sociétés occidentales se rendent même coupables d'activités de génocide en Namibie, particulièrement pour l'extraction de l'uranium; ainsi, dans une mine à ciel ouvert qui est une des plus grandes du monde, les employés européens logent à distance et sont amenés à leur travail chaque jour par voie aérienne afin de diriger l'exploitation, mais aucune précaution n'est prise pour protéger la main-d'oeuvre africaine et la population voisine contre les risques causés par cette exploitation.

25. C'est grâce aux pays occidentaux qui la font profiter de leur savoir-faire, en matière d'armements par exemple, que l'Afrique du Sud peut s'attaquer non seulement aux mouvements de libération, mais aussi aux Etats africains voisins. La SWAPO est donc

engagée dans une lutte à la fois contre l'Afrique du Sud et contre ceux qui détiennent le pouvoir de bloquer les décisions que pourrait prendre l'ONU pour mettre fin à l'apartheid et qui ont fait de l'Afrique du Sud le gendarme chargé de protéger leurs intérêts économiques. M. Ithete évoque aussi les milliers d'Africains jetés en prison ou enterrés vivants en Namibie par le régime fasciste illégal appuyé par les puissances occidentales.

26. La SWAPO a fait d'innombrables concessions dans l'espoir de parvenir à un règlement, elle est prête à déposer les armes pour négocier en vue de permettre au peuple namibien de choisir son propre gouvernement et de déterminer son avenir. Face à elle se trouvent d'autres Namibiens, achetés par l'Afrique du Sud, qui veut les mettre sur un pied d'égalité avec la SWAPO, mais qui ne doivent leur existence qu'à l'aide que leur octroie le régime raciste. Prendre les armes pour défendre le droit à l'autodétermination du peuple namibien n'a pas été chose facile, mais la SWAPO a pris cette décision quand elle s'est rendu compte que les moyens pacifiques de règlement ne menaient à rien. Elle a donc tout essayé, et c'est pourquoi elle lance maintenant un appel à l'aide à la communauté internationale. L'ONU, qui est en mesure d'expulser l'Afrique du Sud de la Namibie, va-t-elle répondre à cet appel? Ses membres ont à choisir entre leurs intérêts économiques et la liberté d'un peuple. Un jour, l'histoire jugera si la SWAPO a eu raison de lutter pour la justice et la liberté et si les puissances occidentales ont eu tort de soutenir les pratiques fascistes et inhumaines du régime raciste.

27. L'observateur de la SWAPO conclut en exprimant l'espoir que la Commission adoptera une résolution demandant l'imposition d'un embargo total, y compris pétrolier, contre l'Afrique du Sud. Comme la conduite de l'Afrique du Sud n'affecte pas qu'un territoire, mais aussi les Etats voisins, la situation revêt maintenant le caractère d'un conflit militaire et constitue une menace à la paix internationale; il est donc justifié d'invoquer le Chapitre VII de la Charte.

28. M. MAQHAWA (Observateur de l'African National Congress - ANC) dit que, depuis que la question est à l'examen aux Nations Unies, l'ONU, certains gouvernements et des organisations se sont employés en vain à persuader le régime sud-africain de renoncer à sa politique criminelle. Mais comment l'Afrique du Sud a-t-elle pu survivre jusqu'à ce jour? La tragédie du peuple sud-africain s'explique, d'une part, par l'apartheid et, de l'autre, par la politique d'aide au régime raciste menée par les puissances occidentales qui font tout pour renforcer ce régime et entraver les efforts tendant à mettre un terme à l'apartheid. Depuis la découverte de terrains aurifères et de gîtes diamantifères en Afrique du Sud, les pays occidentaux ont toujours été disposés à aider le Gouvernement sud-africain, même en violation des résolutions des Nations Unies.

29. Pour faire face aux menaces de sanctions économiques, l'Afrique du Sud a dû se lancer dans toute une série d'entreprises économiques, dont le financement est tributaire des banques d'Europe et des Etats-Unis. De 1962 à 1977, les investissements étrangers sont passés de 3 milliards de rands à plus de 21 milliards. Les membres de la CEE, et le Royaume-Uni en premier lieu, suivis par l'Amérique et surtout par les Etats-Unis, sont les principales sources de capitaux étrangers, d'où l'intérêt de ces pays au maintien du régime d'apartheid. En fait, c'est à cause de l'apartheid, et non malgré lui, que les capitaux affluent en Afrique du Sud. Les investissements étrangers contribuent aussi directement ou indirectement au développement de l'appareil militaire et policier. Seule une base industrielle solide peut en effet soutenir un budget militaire en augmentation constante. Par le biais de cette complicité égoïste avec l'Afrique du Sud, les membres de l'OTAN ont permis

à celle-ci de fabriquer des armes, d'atteindre le seuil nucléaire et de se jouer de l'embargo sur les armes. A l'heure actuelle, l'Afrique du Sud est un pays hautement industrialisé, et c'est sa puissance économique et militaire qui lui permet de réaliser ses desseins expansionnistes et d'étouffer toute opposition dans le pays. Le régime est devenu un facteur de déstabilisation dans la région; ses agressions contre l'Angola sont quotidiennes et s'accompagnent de destructions et de massacres - on a découvert au Mozambique les corps mutilés de réfugiés apparentés à l'ANC.

30. Le développement économique de l'Afrique du Sud s'est accompagné de l'appauvrissement de la majorité de la population et de l'enrichissement d'une petite minorité blanche. L'Afrique du Sud compte 2,3 millions de chômeurs, mais 2 à 3 % seulement de la main-d'oeuvre blanche est au chômage, tandis que le pourcentage atteint 28 % pour les Noirs. Le niveau de vie de ceux-ci se détériore progressivement. La malnutrition et les maladies dues aux mauvaises conditions de vie sont répandues; la mortalité infantile est l'une des plus élevées du monde. Bien que le développement de l'Afrique du Sud ne se fasse pas en faveur des Noirs, certains pays occidentaux, les dirigeants racistes du pays et les fantoches des bantoustans plaident pour l'augmentation des investissements étrangers dans le pays sous prétexte, notamment, qu'ils peuvent servir d'instruments de réforme. En fait, ce qui attire les sociétés étrangères, c'est le faible coût de la main-d'oeuvre, et le profit, fondé sur l'exploitation de celle-ci, est leur seul souci.

31. L'ANC n'a cessé de demander l'imposition de sanctions économiques au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, dans l'idée que le prix que le peuple devra payer en conséquence ne sera pas trop élevé s'il veut se libérer de la domination raciste blanche et créer une Afrique du Sud non raciste, telle qu'elle est envisagée dans le programme de l'ANC. La population africaine est tout à fait consciente que pour parvenir à la victoire, elle devra consentir de nombreux sacrifices. Elle y est disposée, comme l'illustrent les actions de masse entreprises en 1980 : boycott des écoles, grèves des travailleurs, manifestations de résistance diverses impliquant tous les secteurs de la communauté noire, actions auxquelles l'armée populaire a donné une dimension accrue. Naturellement, le régime raciste a répondu par des arrestations massives, des détentions illimitées, la torture et l'assassinat. Malgré la répression, le peuple demeure résolu à abattre le système inhumain de l'apartheid et il ne connaîtra pas de trêve tant qu'il n'aura pas atteint ce but. L'ANC espère que la Commission adoptera des mesures propres à renforcer l'action héroïque du peuple sud-africain en lutte.

La séance est levée à 18 h 45.